

COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE
AVEC LES ARMES DE LA LUTTE DE CLASSE

RÉVOLUTIONNAIRES

44 30 OCTOBRE 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



L'impérialisme
à l'offensive,
les peuples
à la
riposte !

ÉDITORIAL

Trump a déployé un porte-avions au large du Venezuela et ordonné le bombardement de bateaux dans la mer des Caraïbes, tuant leurs occupants aussitôt qualifiés de narcotrafiquants - sans preuve, peut-être s'agissait-il d'ailleurs de simples pêcheurs. Il annonce une opération de la CIA contre le président vénézuélien et menace le chef d'État colombien, accusé de complicité avec le narcotrafic. Trump rappelle sans fard que l'Amérique latine est l'arrière-cour des États-Unis où les entreprises américaines doivent pouvoir se déployer sans contraintes.

LES APPÉTITS IMPÉRIALISTES
SE DÉCHAÎNENT

La lutte contre la drogue n'est qu'un prétexte : Trump veut des gouvernements latino-américains à sa botte pour piller le pétrole au Venezuela, les terres et leurs richesses partout dans le continent. Les populations des pays pauvres dont le sous-sol regorge de richesses sont les premières victimes des appétits des impérialismes, qui sont prêts à tout pour leur imposer la soumission. On le voit jour après jour en Palestine, à Gaza, où l'armée israélienne, bras armé de l'impérialisme, se livre à un génocide pour étouffer toute aspiration au changement dans un Moyen-Orient riche en pétrole.

DE LA KANAKY À L'AFRIQUE,
L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS
À LA MANŒUVRE

La France n'est pas en reste. En Kanaky-Nouvelle-Calédonie, le gouvernement veut accorder de nouveaux droits aux colons, marginalisant encore davantage le

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

Refusons la mise au pas des universités réalisée pour le patronat

Nous en parlons depuis la rentrée : dans plusieurs villes en France, des jeunes « sans facs » s'organisent en collectifs pour lutter contre la sélection et pour obtenir une place. Cette sélection exclut des bancs de l'université de plus en plus d'enfants d'immigrés, d'ouvriers pour répondre aux besoins du patronat qui cherche toujours une main-d'œuvre peu coûteuse et corvéable.

Pétitions, rassemblements, délégations de masse, interventions dans les cours, etc. : depuis plusieurs mois, les collectifs de « sans-facs », soutenus par des organisations syndicales et politiques, notamment l'Unef, se battent pour obtenir des inscriptions de leurs présidents d'université, qui appliquent les mesures les plus indignes de tri social.

Ces mobilisations sont passées à la vitesse supérieure ces deux dernières semaines : les 15 et 16 octobre, les sans-facs ont envahi ou occupé les bureaux et bâtiments des présidences de Lille, Grenoble, et Nanterre, ainsi que la cour du campus à Lyon 2.



À Nanterre le 16 et à Lyon 2, où les sans-facs ont réoccupé les 22 et 23 octobre, les présidentes de fac, Mmes Rolland-Diamond et Von Bueltzingsloewen, ont fait appel aux CRS pour réprimer les occupations. Les collectifs ont répondu avec encore plus de détermination. À Nanterre encore, le lundi 20, un rassemblement en soutien aux sans-facs a rassemblé plus de 250 personnes. Jeudi 23, le collectif s'est réintroduit dans le hall du bâtiment de la présidence, pour exiger qu'un rendez-vous soit donné. Il a été obtenu, alors que la présidente refuse toute négociation depuis des années.

Malgré ces tentatives scandaleuses de bâillonner la mobilisation, les sans-facs sont largement soutenus et ils parviennent à arracher des inscriptions, comme à Lille où une vingtaine de personnes recensées par l'Unef ont fini par obtenir une inscription.



Si les présidences d'université refusent autant de négocier, ce n'est pas par manque de place. C'est parce qu'elles ont peur que les collectifs fassent la démonstration que, quand on lutte, on peut gagner. Alors que les attaques du patronat contre les travailleurs et la jeunesse pleuvent (suppression des APL pour les étudiants étrangers hors Union européenne non boursiers, poursuite des coupes budgétaires, débats pour augmenter les frais d'inscription, etc.), il faudrait une riposte d'ampleur. Les collectifs de sans-facs, qui luttent concrètement contre l'austérité dans leurs facs, montrent la voie et sont des points d'appui à suivre.

ALIX DURANT ET JULES ETIENNE

Interview de Fatou et Marie-Ève, étudiantes sans-facs, membres du collectif des sans-facs de Nanterre



SOLIDARITÉ CONTRE LA RÉPRESSION DES MOBILISATIONS ÉTUDIANTES À ATHÈNES !

Dans la nuit du 13 au 14 octobre, sur ordre du doyen de l'université polytechnique nationale d'Athènes, des policiers lourdement armés sont entrés dans l'université et y ont arrêté quinze étudiants. Les étudiants occupaient les locaux après une décision de l'assemblée générale de l'association des étudiants de l'école d'architecture, en lutte contre la privatisation des universités et la loi autorisant des journées de travail de treize heures (loi contre laquelle s'organisait pour le lendemain une journée de grève générale) et contre l'intensification de la répression des étudiants poussée par le gouvernement de droite « Nouvelle démocratie » – le parti conservateur au pouvoir en Grèce. Dans les heures qui ont suivi, les syndicalistes et soutiens des étudiants, venus exiger leur libération devant le siège de la direction générale de police, ont été violemment interpellés et, pour 23 d'entre eux, ont été placés en détention dans la foulée.

Après l'échec du gouvernement à instaurer une « police universitaire » dans les facultés, la nouvelle loi, dite sur « la discipline étudiante », votée cet été, représente une énième tentative d'intimider le mouvement étudiant. Selon cette loi, toute forme de protestation à l'intérieur des universités peut entraîner des sanctions disciplinaires extrêmes, allant jusqu'à l'exclusion. Le gouvernement de Nouvelle démocratie envoie là un message clair : il veut transformer les directions des facs en juges, et criminaliser la mobilisation étudiante !

Les poursuites contre les étudiants arrêtés à Polytechnique-Athènes s'inscrivent dans cette même volonté de réprimer l'activité syndicale et politique de la jeunesse scolarisée qu'on observe aussi aux États-Unis ou en France. Il faut dire que le gouvernement grec s'inquiète de cette agitation sur les campus, lui qui fait déjà face à la colère des travailleurs et des travailleuses en grève contre une précarité salariale généralisée, colère exacerbée après l'affaire de Tempi (où deux trains sont entrés en collision, faisant 57 morts).

Nous exigeons que les étudiants arrêtés soient acquittés, et nous nous joignons à nos camarades de l'OKDE-Spartakos de Grèce qui ont lancé une pétition dans ce sens. Contre la répression des mobilisations étudiantes, parce que seule notre lutte collective pourra faire reculer les projets austéritaires et autoritaires du patronat, solidarité internationale avec la jeunesse réprimée !

BENJAMIN PALKA

Lien vers la pétition



Violences sexistes dans nos universités : on ne se taira pas !

Le 17 octobre, à Rouen, s'est tenue une assemblée générale étudiante, regroupant plus de 150 étudiants : il y a environ un an, une étudiante a subi une agression sexuelle de la part d'un agent de sécurité engagé par la fac et l'étudiante ne peut plus se rendre sur le campus. Aujourd'hui, la fac refuse de mettre en place les aménagements qui lui permettraient de passer ses examens à distance. La fac se cache derrière des prétextes bidons : passer les partiels à distance serait injuste vis-à-vis des autres étudiants. Parce que se faire agresser, c'est « juste » ? En revanche, Sprimont, un prof raciste qui avait poussé un étudiant au suicide l'an dernier, enseigne, lui, en distanciel pour éviter que les étudiants révoltés ne perturbent ses cours.

Nous étions plus d'une centaine à manifester sur le campus le 22 octobre, jour où la victime aurait dû passer son partiel et en a été privée. Nous sommes allés demander des comptes au président et au doyen qui, accompagnés d'agents de la sécurité, avaient décidé de camper devant les portes verrouillées de la salle d'examen, par peur que celle-ci soit envahie.

Cette affaire rappelle celle de Paris 1, où un prof, Guillaume Gernez, a entraîné nos camarades de Révolution permanente en justice – le procès a eu lieu cette semaine – pour « diffamation », car ils ont relayé un communiqué dénonçant son retour à la fac alors qu'il est accusé de viol par une étudiante. Ces procédures bâillons sont les mêmes dans toute la société :

peut-être nos facs tentent-elles de nous enseigner la soumission au système patriarcal ?

Les directions de facs ne comprennent que le rapport de force. À Rouen, un comité de mobilisation s'est créé pour amplifier le mouvement à la rentrée : hors de questions de laisser les agresseurs et leurs soutiens faire leur loi.

ANDRÉA CLAU

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**